



Les jeunes, Internet et leur argent : vulnérabilités et inégalités. Une approche par le risque sociodémographique cumulé Youth and Their Money Online: A Cumulative Risk Analysis of Vulnerability and Inequality

Caroline Henchoz  et Sophie Mantzouranis-Baudat

Volume 8, numéro 1, 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1116539ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1116539ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut national de la recherche scientifique (INRS)

ISSN

2371-3054 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Henchoz, C. & Mantzouranis-Baudat, S. (2024). Les jeunes, Internet et leur argent : vulnérabilités et inégalités. Une approche par le risque sociodémographique cumulé. *Revue Jeunes et Société*, 8(1), 67–92.
<https://doi.org/10.7202/1116539ar>

Résumé de l'article

De plus en plus d'activités financières se font par le biais d'Internet. Selon nombre d'études, les jeunes, les femmes et les plus précaires y recourent moins, ce qui peut conduire à de nouvelles formes d'inégalité. Ces études ne permettent toutefois pas de vérifier si les jeunes qui réunissent plusieurs facteurs de risque sont, comparativement aux autres, plus concernés par ces inégalités, car elles examinent les caractéristiques sociodémographiques de manière indépendante. L'approche du risque cumulé que nous mobilisons pour analyser les données 2019 de l'enquête Omnibus de l'Office fédéral de la statistique suisse remédie à cette lacune. Elle nuance le constat d'une fracture numérique. Certes, il existe des inégalités en matière d'inclusion financière numérique et de pratiques économiques numériques effectuées, les 18-29 ans les plus vulnérables étant moins susceptibles de mobiliser Internet pour gérer et dépenser leur argent. Cependant, il n'y a pas de liens statistiquement significatifs entre le fait de cumuler les risques et les activités de recherche de gains en ligne, ce qui laisse supposer que le numérique est aussi une ressource pour les plus vulnérables. On n'observe également pas de différence dans les problèmes rencontrés sur Internet et, le cas échéant, les pertes financières en découlant, ce qui semble indiquer des stratégies d'autocontrôle et des compétences dans l'évaluation des risques chez les plus vulnérables qu'il reste à explorer.



Les jeunes, Internet et leur argent : vulnérabilités et inégalités. Une approche par le risque sociodémographique cumulé

Caroline Henchoz 

Professeure ordinaire

Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO)

caroline.henchoz@hetsl.ch

Sophie Mantzouranis-Baudat

Chercheuse postdoctorale

UniDistance Suisse

sophie.baudat@unidistance.ch

Résumé

De plus en plus d'activités financières se font par le biais d'Internet. Selon nombre d'études, les jeunes, les femmes et les plus précaires y recourent moins, ce qui peut conduire à de nouvelles formes d'inégalité. Ces études ne permettent toutefois pas de vérifier si les jeunes qui réunissent plusieurs facteurs de risque sont, comparativement aux autres, plus concernés par ces inégalités, car elles examinent les caractéristiques sociodémographiques de manière indépendante. L'approche du risque cumulé que nous mobilisons pour analyser les données 2019 de l'enquête Omnibus de l'Office fédéral de la statistique suisse remédie à cette lacune. Elle nuance le constat d'une fracture numérique. Certes, il existe des inégalités en matière d'inclusion financière numérique et de pratiques économiques numériques effectuées, les 18-29 ans les plus vulnérables étant moins susceptibles de mobiliser Internet pour gérer et dépenser leur argent. Cependant, il n'y a pas de liens statistiquement significatifs entre le fait de cumuler les risques et les activités de recherche de gains en ligne, ce qui laisse supposer que le numérique est aussi une ressource pour les plus vulnérables. On n'observe également pas de différence dans les problèmes rencontrés sur Internet et, le cas échéant, les pertes financières en découlant, ce qui semble indiquer des stratégies d'autocontrôle et des compétences dans l'évaluation des risques chez les plus vulnérables qu'il reste à explorer.

Mots-clés : Internet, argent numérique, inégalités, inclusion financière numérique, jeunesse

Youth and Their Money Online: A Cumulative Risk Analysis of Vulnerability and Inequality**Abstract**

At a time when people increasingly conduct financial transactions online, several studies have shown that youth, women, and individuals in precarious situations are less likely to do so. This has the potential to produce new forms of inequality. However, the studies in question analyzed socio-demographic characteristics independently, making it impossible to determine whether young people with multiple risk factors are more vulnerable than their peers. We sought to address this gap in the literature by undertaking a cumulative risk analysis of data from the 2019 Omnibus Survey conducted by the Swiss Federal Statistical Office. Our approach provided a nuanced perspective on the digital divide. On the one hand, we found disparities in terms of digital financial inclusion and digital economic practices, with highly vulnerable individuals aged 18 to 29 being less likely to manage and spend their money online. On the other hand, we observed no statistically significant connection between accumulated risk and online profit-seeking activities, suggesting that even the most vulnerable young people benefit from digital technology. Furthermore, we saw no differences in terms of issues encountered online and, where relevant, resulting financial losses. This suggests that highly vulnerable youth draw on self-control strategies and risk assessment skills that have yet to be explored.

Keywords: Internet, digital money, inequality, digital financial inclusion, youth

Pour citer cet article : Henchoz, C. et S. Mantzouranis-Baudat (2024). Les jeunes, Internet et leur argent : vulnérabilités et inégalités. Une approche par le risque sociodémographique cumulé. *Revue Jeunes et Société*, 8 (1), 67-92. <https://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/323/198>

1. Introduction

Achats, gestion des revenus ou gains d'argent, de plus en plus d'activités économiques de la vie quotidienne sont désormais réalisées sur Internet. La crise liée à la COVID-19 a augmenté l'offre de services financiers numériques (SFN)¹ et encore accéléré cette transition vers le numérique (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2020b; Wölflé et Leimstoll, 2020). La Suisse figure parmi les pays européens les plus actifs en la matière (Eurostat, 2021), et ce, bien avant la COVID-19. En 2019, les jeunes de 15 à 24 ans ont recours à Internet pour leur consommation (80 %), la gestion de leur argent (74 %), ou pour tenter d'engendrer des revenus (recherche d'emploi : 36 %; vente de produits : 24 %).

L'ampleur des pratiques économiques numériques (PEN)² des jeunes suisses offre un excellent observatoire pour vérifier si Internet est bel et bien l'outil de démocratisation et d'égalité des chances que promeut l'OCDE (2017). La question se pose, car si la numérisation des services financiers vise l'inclusion financière numérique, soit l'accès numérique à ces services et leur utilisation par les populations autrefois exclues et mal desservies (Lyman et Lauer, 2015), elle contribue aussi à l'apparition de nouvelles formes d'inégalités. L'accès et l'usage de l'ensemble des SFN ne sont pas le fait de tous, et certains usagers rencontrent plus de problèmes que d'autres lorsqu'ils y ont recours (OCDE, 2017, 2020a; Ozili, 2018). Ces inégalités concerneraient plus particulièrement les jeunes, mais aussi les femmes et les personnes issues de milieux socioéconomiques modestes (OCDE, 2020c).

Jusqu'à présent, les caractéristiques sociodémographiques associées à ces différents risques d'inégalité ont été étudiées indépendamment les unes par rapport aux autres. Par conséquent, on ne sait pas si les jeunes qui cumulent les caractéristiques associées à des risques sont bel et bien plus concernés par ces inégalités ou si, selon leur profil, ils sont davantage touchés par certaines formes plutôt que par d'autres. Pour tenter de combler cette lacune, nous mobilisons l'approche du risque cumulé qui consiste à produire un indicateur synthétique des situations de vulnérabilité de manière à mieux saisir le nombre et la diversité des risques auxquels est confronté un individu (Evans, Li et Whipple, 2013; Moore, Vandivere et Redd, 2006). C'est, à notre connaissance, la première fois que cette approche, utilisée surtout en psychologie (p. ex., Holochwost, Gariépy, Propper, Gardner-Neblett, Volpe, Neblett et Mills-Koonce, 2016; Lee, Kuzava et Bernard, 2020; Williamson et Mindell, 2020) est mobilisée pour appréhender les inégalités en matière de PEN.

¹ Soit l'ensemble des produits, services, technologies et/ou infrastructures qui remplacent progressivement l'utilisation de la monnaie physique dans la vie quotidienne (OCDE, 2020b).

² Nous avons privilégié le terme d'activité économique numérique plutôt que financière car ce que nous examinons va au-delà de l'usage des SFN (cf. partie méthodologie pour une présentation détaillée).

Cette étude s'inscrit dans un contexte où l'on connaît mal les PEN des « digital natives » alors même que recourir aux SFN est considéré comme central pour leur bien-être et leur agentivité (OCDE, 2020a). Elle participe au développement des connaissances visant à favoriser l'élaboration de programmes promouvant l'égalité des chances dans l'accès aux SFN qui tiennent compte des besoins, des vulnérabilités et des risques auxquels sont confrontés les jeunes (Morgan, Huang et Trinh, 2020; OCDE, 2020a).

2. La transition des pratiques économiques vers le numérique : un accroissement des inégalités?

Malgré la volonté d'institutions comme l'OCDE de faire d'Internet un outil favorisant l'égalité des chances, on observe en Suisse comme ailleurs l'émergence de nouvelles formes d'inégalités liées au fait que de plus en plus d'activités économiques sont désormais numérisées (Calderón Gómez, 2019; Eynon et Geniets, 2015; Hargittai, 2010). Les recherches menées dans ce champ mettent en évidence au moins trois degrés de « fracture numérique » (Ben Youssef, 2004; Scheerder, van Deursen et van Dijk, 2017) : l'accès, les pratiques et les bénéfices retirés.

Le premier degré qui renvoie à l'accès à Internet fait craindre, pour les plus vulnérables, leur exclusion de la vie économique et sociale (van Deursen et van Dijk, 2018), un nombre de plus en plus important de démarches, notamment financières, étant désormais effectuées en ligne (Deloitte Central Europe, 2020; OCDE, 2020b; Wölflé et Leimstoll, 2020). En Suisse où 100 % des 15-24 ans déclaraient avoir accès à Internet en 2019 – contre 93 % pour le reste de la population – (Office fédéral de la statistique [OFS], 2021a), cette première forme d'inégalité se traduit dans le cadre de notre étude surtout par le fait d'avoir accès à des outils numériques (comme les SFN) qui permettent d'effectuer des transactions financières. En ce sens, notre recherche alimente surtout la compréhension du deuxième degré de fracture : les pratiques, soit les usages différenciés des services et infrastructures financières numériques (Hargittai et Hinnant, 2008; van Deursen et van Dijk, 2014). Nous avons vu précédemment qu'en Suisse, les 18-29 ans utilisent activement les SFN (Eurostat, 2021). Toutefois, lorsqu'on y regarde de plus près, seule une minorité d'entre eux mobilisent Internet pour mener conjointement des activités de consommation, gestion et production de ressources financières en ligne et certains d'entre eux y renoncent (Baudat et Henchoz, 2022; Henchoz, 2020).

Notre recherche se focalise également sur le troisième degré de fracture qui concerne les bénéfices, notamment financiers, tirés de cet usage (Scheerder *et al.*, 2017; van Deursen et Helsper, 2015). Être actif sur Internet offre en effet des opportunités financières et d'épargne inédites (p. ex., Calderón Gómez, 2020; van Deursen et Helsper, 2017). C'est pourquoi l'on considère que des PEN différentes peuvent potentiellement être des sources d'inégalités. Par exemple, comparer des prix ou échanger des produits ou des services sur Internet permet de consommer à moindres coûts (Kim et Yoon, 2021; Park et Joyner Armstrong, 2019). Réalisées en ligne, les ventes permettent de générer de l'argent (Henchoz, 2020) et la recherche d'emploi accroît l'employabilité des personnes

qui y recourent (Kuhn et Mansour, 2014; Mowbray et Hall, 2020). Ces bénéfices ont rarement été étudiés en tant que tels. En revanche, on trouve un certain nombre d'informations sur les écueils³ liés à l'usage des SFN. Chez les jeunes (comme chez leurs aînés), cette probabilité est étroitement liée à la réalisation d'activités économiques en ligne (p. ex., Burnes, DeLiema et Langton, 2020; OFS, 2020). Des études internationales relèvent que plus ils s'engagent dans des PEN, plus ils sont enclins à la surconsommation (Ah Fook et McNeill, 2020; Berg, 2018) et au surendettement (de Bassa Scheresberg, Hasler et Lusardi, 2020; Yakoboski, Lusardi et Hasler, 2018). Ils sont aussi exposés à un danger accru de fraude (Berg, 2018) de vol d'identité (Dupont, 2010) et de perte d'argent à la suite de ces préjudices (Better Business Bureau, 2021).

3. Quel est le profil sociodémographique des jeunes⁴ les plus concernés par les inégalités?

Se fondant sur l'examen des caractéristiques sociodémographiques, nombre d'études, souvent descriptives, ont cherché à identifier les populations susceptibles d'être concernées par les inégalités décrites précédemment (p. ex., OCDE, 2020c). Ce ne sont pas ces caractéristiques en tant que telles qui expliquent les inégalités, mais le fait qu'en raison de ces critères, certaines personnes n'ont pas accès aux mêmes opportunités de socialisation économique (Gudmunson et Danes, 2011; LeBaron et Kelley, 2020); c'est-à-dire, aux mêmes processus d'acquisition et de développement des connaissances, des croyances, des comportements, des compétences et des normes concernant l'argent et Internet (Bowen, 2002; Danes, 1994). Nous retenons toutefois les apports de cette approche, car celle-ci nous permet de construire l'indice de risque sociodémographique cumulé (IRSC) que nous mobiliserons dans notre analyse. Nous distinguons les caractéristiques sociodémographiques des jeunes qui, dans la littérature, sont associées aux inégalités en matière d'inclusion financière numérique, en particulier des PEN, de celles qui sont associées aux inégalités en matière de problèmes rencontrés en ligne (synthèse dans le tableau 1).

3.1 Inégalités en matière de pratiques économiques numériques (PEN)

Selon les enquêtes à notre disposition, l'âge est un facteur déterminant : plus on est jeune et moins on recourt à Internet pour effectuer ses activités économiques. Par exemple, les plus jeunes ont moins tendance à faire des achats en ligne que leurs aînés (Melović, Šehović, Karadžić, Dabić et Ćirović, 2021; OFS, 2019a), ils sont moins susceptibles d'utiliser un compte en ligne (*e-banking*) ou de payer par carte bancaire (OFS, 2019a). Les 15-24 ans effectuent également moins de ventes en ligne et recourent moins à Internet que leurs aînés pour trouver un emploi (Mowbray et Hall, 2020; OFS, 2019a).

³ Pour éviter toute confusion, nous réservons le terme de « risque » à l'indice de risque sociodémographique cumulé et privilégions ailleurs les termes « difficultés » et « problèmes ».

⁴ La jeunesse est définie diversement selon les enquêtes. Afin d'être congruentes avec nos analyses, nous avons considéré la littérature concernant les moins de 30 ans (parfois jusqu'à 34 ans selon les données à disposition).

Les PEN varient aussi selon le genre : les jeunes femmes ont moins tendance à mobiliser Internet pour faire des achats (OCDE, 2020c) ou des ventes (OFS, 2021b) que les jeunes hommes. Elles sont aussi moins susceptibles de régler leurs achats à l'aide d'une carte de crédit ou de débit (OFS, 2021b) ou d'utiliser les services financiers rattachés au téléphone mobile (de Bassa Scheresberg *et al.*, 2020; OCDE, 2020c).

Des différences sont également observables en fonction du niveau d'éducation et du statut professionnel. Les jeunes ayant un plus faible niveau d'éducation font moins d'achats (Lissitsa et Kol, 2016), de ventes (OFS, 2021b) ou de recherche d'emploi (Kuhn et Mansour, 2014) sur Internet que les autres jeunes. Ils effectuent aussi moins de paiements à l'aide de services et d'outils numériques (OFS, 2021b) ou par téléphone (de Bassa Scheresberg *et al.*, 2020). De leur côté, les jeunes sans emploi sont moins susceptibles de faire des achats en ligne (Lissitsa et Kol, 2016) ou de réaliser des paiements par mobile (de Bassa Scheresberg *et al.*, 2020) que les jeunes actifs professionnellement.

La nationalité et le statut migratoire semblent également liés aux inégalités en matière de PEN. Au niveau international, la propension à avoir recours à Internet pour réaliser des activités financières (p. ex., achats) est plus faible chez les jeunes issus de l'immigration (OCDE, 2020c). En Suisse, la région linguistique joue un rôle : les habitants de Suisse romande et de Suisse italienne sont moins nombreux à avoir recours à Internet pour faire des achats, des ventes, ou des paiements que les Suisses alémaniques (OFS, 2019a).

En ce qui concerne les caractéristiques rattachées au ménage, les jeunes ayant des enfants effectuent moins d'achats en ligne, de même que ceux dont le ménage est désavantagé financièrement (Lissitsa et Kol, 2016; OCDE, 2020c). Ces derniers font aussi moins de paiements en ligne (de Bassa Scheresberg *et al.*, 2020; OCDE, 2020c) et cherchent moins à augmenter leur capital économique via Internet (Hargittai et Hinnant, 2008).

3.2 Inégalités en matière de problèmes rencontrés sur Internet

Selon les enquêtes à disposition, moins aller sur Internet est associé à moins de probabilités de rencontrer des problèmes en ligne (OFS, 2020). Il n'est donc pas étonnant de relever que plus on est jeune et moins on rencontre de problèmes sur Internet (Better Business Bureau, 2021; Eurostat, 2022b). Par exemple, en Suisse selon Eurostat (2022a), les 16-24 ans rapportent avoir eu moins de problèmes lors d'un achat en ligne que les 25-34 ans et avoir moins été victimes de fraude à la carte de débit ou de crédit. Cela ne semble toutefois pas être valable pour tous les risques : les 16-24 ans sont aussi nombreux que les 25-34 ans à déclarer avoir subi un vol d'identité en ligne.

Des différences sont aussi observées en fonction du genre. Les jeunes femmes suisses âgées de 16 à 24 ans étaient, en 2019, moins nombreuses à avoir subi une fraude à la carte de crédit ou un vol d'identité en ligne que leurs contemporains masculins (Eurostat, 2022b). La tendance s'inverse toutefois pour les problèmes lors d'achats sur Internet (Eurostat, 2022a).

Le niveau d'éducation semble également inversement lié aux problèmes rencontrés en ligne : les jeunes les moins formés sont moins susceptibles d'être victimes d'escroqueries sur Internet que les mieux formés (Better Business Bureau, 2021; Eurostat, 2022b). Toutefois, lors d'achats en ligne, les deux groupes sont autant nombreux à rencontrer des problèmes (Eurostat, 2022a).

En ce qui concerne le statut professionnel, la nationalité, le type de ménage ou les revenus, il n'existe pas, à notre connaissance, d'études examinant spécifiquement le lien entre ces caractéristiques et les problèmes que les jeunes rencontrent en ligne. Les enquêtes réalisées en Suisse et à l'international auprès de la population générale fournissent quelques indications, mais là encore les constats varient selon le type de problèmes examinés (p. ex., European Commission, 2020; Eurostat, 2022b). Par exemple, en Suisse, la proportion de victimes de fraude à la carte de crédit/débit est relativement plus faible parmi les résidents de nationalité étrangère (Eurostat, 2022b). En revanche, ces derniers sont plus nombreux à avoir rencontré des problèmes lors d'achats en ligne (Eurostat, 2022a) tandis que la part des personnes concernées par un vol d'identité est identique à celle des résidents de nationalité suisse (Eurostat, 2022b). Toujours en Suisse, la part de victimes de fraude à la carte de débit ou de crédit est relativement plus élevée parmi les personnes vivant dans un ménage avec des enfants que parmi les personnes vivant dans un ménage sans enfant(s), même s'il n'existe pas de différences pour ce qui est du vol d'identité (Eurostat, 2022b). Finalement, à l'international, la probabilité d'être la cible d'escroqueries et de vol d'identité en ligne est moindre chez les personnes à faibles revenus comparativement aux personnes à revenus élevés (Burnes *et al.*, 2020; European Commission, 2020).

À ce stade, il est nécessaire de distinguer la part des personnes qui tendent à rencontrer des difficultés sur Internet de celles qui en subissent les conséquences financières. Selon la littérature à disposition, les sous-groupes de population qui rencontrent le moins de problèmes en ligne subissent davantage de conséquences financières lorsqu'ils y font face. C'est le cas des plus jeunes, des moins formés et de ceux qui ont les plus faibles revenus (European Commission, 2020; Eurostat, 2022b). La tendance s'inverse cependant pour le genre : les femmes de 16-24 ans étaient proportionnellement moins nombreuses en 2019 à avoir subi des pertes financières en cas de problèmes de sécurité que les hommes (respectivement 2 % et 4 %) (Eurostat, 2022b).

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques des jeunes et inégalités

	Inégalités de PEN	Inégalités liées aux problèmes rencontrés en ligne
<i>Caractéristiques individuelles</i>		
Âge (moins âgés)	+	-
Sexe (femme)	+	-
Niveau de formation (faible)	+	-
Nationalité (étrangère)	+	?
Région linguistique en Suisse (latine)	?	?
<i>Caractéristiques du ménage</i>		
Enfants dans le ménage	+	?
Revenu du ménage (faible)	+	?

Aide à la lecture : parmi les jeunes, les moins âgés, les femmes et les personnes ayant un faible niveau d'éducation connaissent plus d'inégalités en matière de PEN. En revanche, ils sont moins susceptibles de rencontrer des problèmes sur Internet que les autres.

Sur la base de cette recension de la littérature, nous constatons que les travaux à disposition examinent séparément les liens entre, d'une part, les caractéristiques sociodémographiques individuelles et du ménage des jeunes usagers et, d'autre part, les inégalités en matière de PEN. Ils ne rendent pas compte de la situation des jeunes cumulant différents désavantages. En outre, les résultats sont souvent issus d'enquêtes descriptives. Ils ne permettent pas de dire si les différences observées sont statistiquement significatives et ils ont une portée explicative limitée.

Afin de combler ces lacunes, l'objectif de cet article est d'examiner les liens entre le fait de cumuler les risques sociodémographiques et les types d'inégalités décrites précédemment. À notre connaissance, cette approche n'a jamais été utilisée alors même que des recherches antérieures menées en psychologie suggèrent que l'accumulation de facteurs de risque (y compris sociodémographiques), plutôt que la prise en compte d'un facteur sociodémographique de risque unique et isolé, est un prédicteur plus robuste des comportements humains (p. ex., Appleyard, Egeland, van Dulmen et Sroufe, 2005; Evans *et al.*, 2013). Il s'agit par conséquent de créer un indicateur prenant en considération le fait que les facteurs de risque sont souvent répartis inégalement au sein de la population et qu'ils peuvent s'accumuler pour un même individu (Moore *et al.*, 2006).

En nous fondant sur notre revue de la littérature, nous formulons trois hypothèses. Selon la première (H1), les jeunes cumulant davantage de risques sociodémographiques ont moins de PEN. Selon la seconde (H2), les jeunes qui cumulent davantage de risques sont moins susceptibles de rencontrer des problèmes en ligne, car ils se rendent moins sur Internet pour leurs activités économiques. Selon la troisième (H3), les jeunes qui cumulent le plus de risques subissent davantage des pertes financières en cas de problèmes de sécurité.

4. Méthode

4.1 Population

Pour répondre à nos hypothèses, nous effectuons une analyse secondaire des données collectées dans le cadre de l'enquête Omnibus 2019 sur l'utilisation d'Internet menée en Suisse par l'OFS (2019b). Basée sur le questionnaire européen, cette enquête fournit des informations représentatives au niveau suisse (OFS, s. d.a). Sélectionnées de manière aléatoire, 2 455 personnes âgées de 15 à 88 ans ont participé à l'étude. Nous retenons ici les données des 385 personnes âgées de 18 à 29 ans actives sur Internet au cours des 12 derniers mois (caractéristiques sociodémographiques, tableau 2).

Tableau 2. Caractéristiques sociodémographiques de la population totale et retenue dans l'étude

	Échantillon total (N= 2 455)	Échantillon de l'étude (N= 385)
Âge (années), moyenne (écart-type)	47,56 (18,47)	23,38 (3,65)
Femme	50,6 %	56,1 %
Nationalité suisse	80,1 %	78,4 %
<i>Région linguistique</i>		
Suisse alémanique	65,6 %	63,4 %
Suisse romande	24,0 %	26,0 %
Suisse italienne	10,4 %	10,6 %
<i>Type de ménage</i>		
Ménage d'une personne	18,9 %	9,6 %
Ménages non familiaux	4,4 %	11,2 %
Couples sans enfant(s) vivant dans le ménage	29,1 %	15,8 %
Couples avec enfant(s) vivant dans le ménage	39,6 %	50,6 %
Ménages monoparentaux avec enfant(s) vivant dans le ménage	8,0 %	12,7 %
<i>Niveau de formation achevé le plus élevé</i>		
Aucun	2,2 %	1,8 %
École obligatoire	18,4 %	16,6 %
Degré secondaire	43,5 %	51,2 %
Degré tertiaire	35,9 %	30,4 %
<i>Statut sur le marché du travail</i>		
Actif occupé	64,0 %	75,1 %
Sans emploi	2,3 %	5,2 %
Non actif	33,6 %	19,7 %
<i>Capacité du ménage à payer les dépenses essentielles</i>		
Très facile	10,8 %	8,3 %
Facile ou assez facile	52,5 %	47,1 %
Difficile ou plutôt difficile	30,0 %	36,5 %
Très difficile	6,8 %	8,1 %

4.2 Approche du risque sociodémographique cumulé

L'IRSC auquel nous recourons est calculé à l'aide d'une méthode standardisée qui consiste à additionner les indicateurs préalablement identifiés dans la littérature (Evans *et al.*, 2013; Moore *et al.*, 2006). Sur la base de notre recension, nous retenons les indicateurs suivants : l'âge, le genre, le type de ménage, le pays de naissance, la région linguistique, le statut sur le marché du travail, le niveau de formation achevé le plus élevé, et la situation financière subjective du ménage.

Conformément à la méthode communément utilisée (Evans *et al.*, 2013; Lee *et al.*, 2020), ces indicateurs sont dichotomisés (0 = *pas de risque*, 1 = *risque présent*) afin de refléter les facteurs de risque suivants : être âgé de moins de 24 ans, être une femme, appartenir à un ménage avec enfant(s), être né à l'étranger, vivre en Suisse latine (francophone ou italienne), avoir un faible niveau d'éducation achevé, être sans emploi ou non actif professionnellement, et avoir une situation financière subjective du ménage difficile.

L'IRSC est ensuite construit en faisant la somme des indicateurs dichotomisés. Cet indice représente ainsi le nombre de risques sociodémographiques auxquels est confronté un individu et permet ainsi d'évaluer l'influence commune et additive de plusieurs facteurs de risque (Moore *et al.*, 2006). À titre d'exemple, un jeune qui serait sans formation (1 risque), sans emploi (1 risque) et dont la situation financière subjective du ménage est difficile (1 risque) aurait un IRSC d'une valeur de 3. Un autre jeune qui ne présenterait que deux de ces facteurs de risque aurait un IRSC d'une valeur de 2.

L'IRSC peut ensuite être utilisé comme un score continu pour examiner le degré de risque qui caractérise l'ensemble des individus dans une population, ou avec un seuil unique pour distinguer le groupe des individus les plus à risque et le groupe des individus les moins à risque (Moore *et al.*, 2006). Ce seuil est généralement établi en fonction de seuils cliniques, de seuils établis dans de précédentes recherches, ou d'éléments pragmatiques comme la distribution des cas dans la population à risque (Moore *et al.*, 2006).

Dans cet article, nous considérons le degré de risque sociodémographique dans les analyses principales. Nous examinons également à titre exploratoire un seuil de risque sociodémographique afin d'identifier le groupe de jeunes les plus vulnérables et de vérifier si ce groupe est plus susceptible d'être concerné par les deux formes d'inégalités étudiées, comparativement au groupe des jeunes les moins vulnérables. Étant donné que l'IRSC créé dans le cadre de cette étude est nouveau dans le champ des inégalités en matière de PEN, il n'existe pas de précédentes recherches sur lesquelles s'appuyer pour établir le seuil. Suivant la procédure de Moore *et al.* (2006), nous définissons de manière exploratoire un seuil à partir des données en prenant au préalable les décisions suivantes : 1) un jeune ne doit pas être défini à risque avec un ou deux facteurs de risque; 2) le seuil de risque ne doit pas inclure plus de la moitié des points de l'IRSC; 3) le groupe considéré comme étant à risque ne doit pas inclure plus d'un quart de la population, car les groupes à haut risque ne constituent généralement pas la majeure partie ou la moitié de la population (p. ex., en 2020, 15,4 % de la population vivant en Suisse était

exposée au risque de pauvreté (OFS, s. d.b). Comme le placement du seuil est arbitraire, Moore *et al.* (2006) recommandent de l'employer avec précaution, raison pour laquelle nous l'examinons à titre exploratoire.

4.3 Mesures

4.3.1 Pratiques économiques numériques (PEN)

Plusieurs indicateurs sont disponibles dans l'enquête Omnibus (OFS, 2019b) pour saisir trois PEN rattachées à la production, la gestion et l'usage de ressources financières par le biais du numérique. Bien que traitées distinctement, dans les faits, ces pratiques sont interreliées (Baudat et Henchoz, 2022; Henchoz, 2020; Zelizer, 2005) :

- *Recherche de gains financiers*: les participants ont indiqué s'ils ont mené les activités suivantes sur Internet au cours des trois derniers mois : 1) vente d'objets, de biens ou de services; 2) recherche d'emploi ou candidature envoyée; et au cours des 12 derniers mois : 3) obtention d'un prêt hypothécaire ou d'un autre crédit auprès d'une banque ou d'un autre intermédiaire financier; 4) achat ou vente d'actions, d'obligations ou d'autres services d'investissement.
- *Gestion des ressources financières*: les participants ont indiqué s'ils ont au cours des trois derniers mois : 1) cherché sur Internet des informations sur des produits, biens ou services; 2) utilisé l'*e-banking*; et 3) utilisé les moyens de paiement suivants pour régler leurs derniers achats sur Internet : a) carte de crédit/débit; b) compte prépayé sur Internet; c) compte sur le site du vendeur ou d'un intermédiaire; d) banque en ligne; e) transfert électronique; f) application sur un téléphone intelligent (*smartphone*); g) pas par Internet, c'est-à-dire par bulletin de versement, en espèces ou en nature.
- *Consommation*: les participants ont rapporté s'ils ont déjà acheté ou commandé des produits ou des services sur Internet pour un usage privé et à quand remonte leur dernier achat. Sur la base des réponses, un indicateur intitulé « achat récent » est créé (1 = il y a moins de 3 mois, 2 = plus de trois mois).

4.3.2 Problèmes rencontrés sur Internet

Les participants ont indiqué si, au cours des 12 derniers mois, ils ont personnellement rencontré :

1. des problèmes en utilisant Internet à des fins privées concernant : a) l'utilisation frauduleuse de leur carte de crédit ou de débit; b) l'usurpation d'identité.
2. des problèmes ou des difficultés à l'occasion de leurs achats ou commandes sur Internet.

4.3.3 Conséquences financières des problèmes de sécurité

Le groupe des 214 participants ayant indiqué avoir rencontré des problèmes de sécurité sur Internet ont également rapporté si, au cours des 12 derniers mois, ils ont, oui ou non, subi des pertes financières résultant de ces problèmes de sécurité.

4.4 Plan d'analyses statistiques

Tout d'abord, nous examinons la fréquence des facteurs de risque sociodémographique, puis nous les additionnons afin d'obtenir l'IRSC. Pour tester notre hypothèse H1, nous réalisons une série de modèles de régression logistique dont la variable indépendante est l'IRSC et les variables dépendantes dichotomiques, les PEN. Pour tester nos hypothèses H2 et H3, nous réalisons une seconde série de modèles de régression logistique en incluant cette fois les problèmes rencontrés et leurs conséquences financières en tant que variables dépendantes. Ce type de modèle permet de prédire la probabilité de survenue d'un comportement (variables dépendantes) selon l'IRSC (variable indépendante). Un rapport des cotes supérieur à 1 (ou *odds ratio*) correspond à une plus forte probabilité d'apparition du comportement étudié, et un rapport inférieur à 1 à une plus faible probabilité. Finalement, à titre exploratoire, nous examinons un seuil de risque sociodémographique et testons ses associations avec les PEN, les problèmes rencontrés et les conséquences financières à l'aide d'une série de tests du chi-carré. L'ensemble des analyses statistiques sont effectuées sur le logiciel R (R Core Team, 2021).

5. Résultats

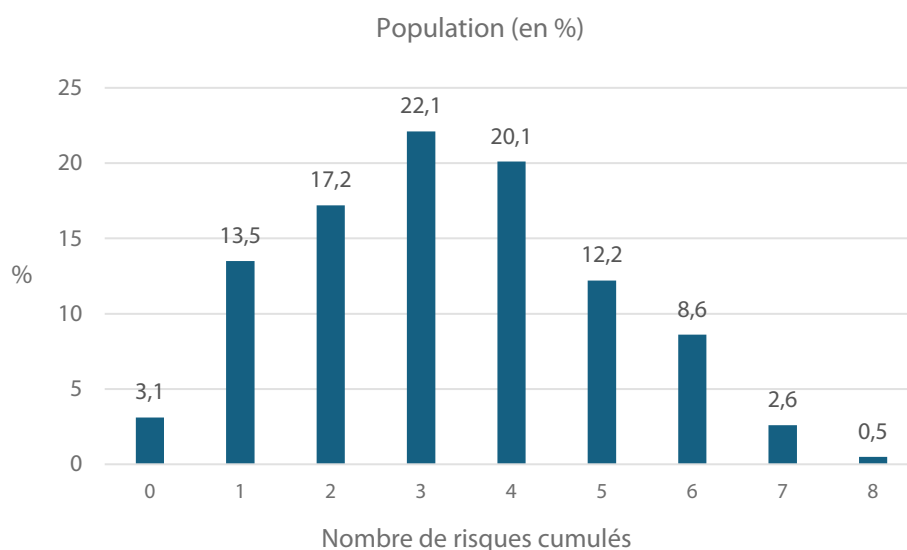
5.1 Indicateur du risque sociodémographique cumulé (IRSC)

Le tableau 3 présente les indicateurs de risque sociodémographique sélectionnés et rend compte d'une variation suffisante dans notre échantillon. Les facteurs de risque les plus représentés sont le fait de vivre dans un ménage avec un ou plusieurs enfants, d'être de sexe féminin et âgé de moins de 24 ans puisqu'ils concernent la moitié ou plus de la population de notre échantillon. Les facteurs de risque plus directement rattachés à la situation financière (être sans activité professionnelle, situation financière subjective du ménage difficile) s'appliquent à environ quatre personnes sur dix.

Tableau 3. Prévalence des indicateurs de risque sociodémographique au sein de l'échantillon ($N = 385$)

	<i>n</i>	%
Âgé de moins de 24 ans	187	48,6 %
Femme	216	56,1 %
Vivre dans un ménage avec enfant(s)	244	63,4 %
Né à l'étranger	85	22,1 %
Vivre en Suisse latine (romande ou italienne)	141	36,6 %
Faible niveau d'éducation	71	18,4 %
Sans emploi ou non actif professionnellement	154	40,0 %
Situation financière subjective du ménage difficile à très difficile	171	44,4 %

La figure 1 présente les distributions de l'IRSC créé à partir de la somme de ces facteurs. Seule une faible proportion de jeunes ne présente aucun facteur de risque sociodémographique. Près des trois quarts des jeunes cumulent entre 1 et 4 risques, les plus fortes proportions de notre population se retrouvant avec 3 et 4 risques. En outre, près d'un jeune sur quatre est concerné par cinq risques ou plus.

Figure 1. Distributions de l'IRSC en pour cent de la population interrogée ($N = 384$)

Note. L'échantillon a été réduit par rapport à l'échantillon complet de $n = 1$, le cas pour lequel il manquait des données sur la situation financière subjective du ménage utilisé pour créer l'IRSC n'ayant pas été inclus.

5.2 IRSC et inégalités en matière de PEN (H1)

Conformément à notre première hypothèse (H1), l'IRSC est inversement associé aux PEN (tableau 4). Les jeunes cumulant davantage de risques ont moins tendance à réaliser des activités économiques en ligne. C'est particulièrement le cas des activités

d'achat et de gestion. En matière de gestion, la seule relation non significative concerne le compte à prépaiement, mais elle va dans le même sens que ce que l'on observe pour les autres moyens de paiement numérique. On relève aussi que les jeunes cumulant davantage de risques ont plus tendance à régler leurs achats en ligne avec de l'argent matériel, ce qui va également dans le sens de H1.

La situation est plus nuancée en ce qui concerne la recherche de gains en ligne. Certaines activités, comme emprunter et rechercher un emploi sur Internet, ne sont pas significativement associées à l'IRSC. On ne peut donc pas affirmer qu'il y a un lien entre le fait de cumuler les risques et la probabilité de réaliser ces activités sur Internet. En revanche, le fait d'investir ou de réaliser des ventes en ligne est inversement associé à l'IRSC, ce qui va dans le sens de ce que l'on observe pour la consommation et la gestion et permet de confirmer H1.

Tableau 4⁵. Modèles de régressions logistiques prédisant la probabilité pour les jeunes adultes d'avoir différents types de PEN par l'IRSC

	<i>B</i>	OR	95 % / IC	<i>p-valeur</i>	<i>p-valeur</i> ajustée
<i>Production</i>					
Vente	-0,29	0,75	0,65 / 0,86	< ,001	< ,001
Emprunt	-0,16	0,85	0,62 / 1,15	,311	,394
Investissements	-0,59	0,56	0,38 / 0,77	< ,001	,002
Recherche emploi	0,07	1,07	0,95 / 1,21	,260	,380
<i>Gestion</i>					
Recherche d'infos sur produits/services	-0,19	0,83	0,71 / 0,97	,020	,038
<i>e-banking</i>	-0,60	0,55	0,45 / 0,66	< ,001	< ,001
Carte de crédit/débit	-0,32	0,72	0,60 / 0,87	< ,001	< ,002
Compte à prépaiement	-0,08	0,92	0,79 / 1,08	,309	,394
Virement électronique	-0,30	0,74	0,65 / 0,85	< ,001	< ,001
Application sur téléphone intelligent	-0,20	0,82	0,70 / 0,95	,012	,025
Hors Internet (comptant, bulletin de versement)	0,15	1,16	1,02 / 1,33	,026	,044
<i>Usage</i>					
Achat	-0,38	0,68	0,57 / 0,81	< ,001	< ,001

⁵ Note pour l'ensemble des tableaux : OR = *odds ratio* (rapport des cotes); IC = Intervalle de confiance. Les *p* valeurs ont été ajustées selon la procédure de Benjamini-Hochberg. Les effets significatifs sont indiqués en gras.

5.3 IRSC et inégalités en matière de problèmes rencontrés sur Internet (H2) et de conséquences financières (H3)

Notre deuxième hypothèse (H2) n'est pas validée (tableau 5). Il n'y a pas d'associations statistiquement significatives entre l'IRSC et la présence de problèmes lors d'achats en ligne, de fraude à la carte de crédit ou débit, ou d'usurpation d'identité. On ne peut donc pas conclure que les jeunes qui cumulent davantage de risques ont plus ou moins de probabilités de rencontrer des problèmes sur Internet. De même, contrairement à notre troisième hypothèse (H3), nous ne sommes pas en mesure d'affirmer que les jeunes qui cumulent davantage de risques sont plus ou moins susceptibles d'être pénalisés financièrement en cas de problèmes. Les jeunes cumulant les risques ont bien tendance à subir des conséquences financières en cas de problèmes de sécurité. Toutefois le lien n'est pas significatif, c'est pourquoi on parle de tendance.

Tableau 5. Modèles de régressions logistiques prédisant la probabilité de rencontrer des problèmes en ligne et de subir des pertes financières par l'IRSC

	<i>B</i>	OR	95 % / IC	<i>p-valeur</i>	<i>p-valeur</i> ajustée
Problème lors d'achats en ligne	,00	1,00	0,84 / 1,19	,997	,997
<i>Problèmes de sécurité</i>					
Fraude à la carte de crédit/débit	,04	1,04	0,76 / 1,40	,811	,963
Usurpation d'identité	,01	1,01	0,75 / 1,34	,970	,997
Pertes financières résultant de problèmes de sécurité	,44	1,55	0,99 / 2,48	,053	,084

5.4 Seuil de risque sociodémographique et inégalités

Afin d'approfondir ces résultats, nous explorons un seuil de risque sociodémographique. Pour déterminer ce seuil, nous nous basons sur les données à disposition. Selon les recommandations de Moore *et al.* (2006), nous choisissons un seuil à cinq facteurs de risque et plus, car ce seuil comprend plus d'un ou deux risques, n'inclut pas plus de la moitié de l'ensemble des facteurs de risque considérés, et la proportion de jeunes concernée est de moins d'un quart de la population dans notre étude (cf. figure 1). Ce seuil nous permet de distinguer le groupe des jeunes ayant quatre facteurs de risque ou moins, que nous qualifions de « peu vulnérables », du groupe des jeunes ayant cinq facteurs de risque ou plus, que nous désignons comme étant « les plus vulnérables ». Le seuil étant établi, nous réalisons une série d'analyses de chi-carré afin d'examiner les associations entre ce seuil et les inégalités en matière d'économie numérique.

On observe des associations significatives entre le seuil de risque sociodémographique et une partie des PEN, ce qui va dans le sens de H1 sans toutefois la confirmer complètement (tableau 6). Ainsi, les jeunes les plus vulnérables (colonne 2) sont moins susceptibles de réaliser des activités de gestion en ligne que les moins vulnérables (colonne 1) : ils sont moins enclins à utiliser l'*e-banking* (62,7 % *vs* 90,7 %) ou régler leurs

achats de manière numérique, en particulier à l'aide d'une carte de crédit/débit, d'un virement électronique ou d'une application sur téléphone intelligent. Les jeunes les plus vulnérables sont aussi moins enclins à réaliser des activités de recherche de gain en ligne, en particulier de ventes (7,7 % *vs* 34 % pour les moins vulnérables) et d'investissements effectués sur Internet (0 % *vs* 6,2 %) ou encore à effectuer des achats en ligne (71,4 % *vs* 90,0 %). Toutefois, on n'observe pas d'associations significatives entre le seuil de risque et le fait de faire des emprunts, de rechercher un emploi sur Internet ou de régler des achats hors Internet.

Les résultats présentés dans le tableau 6 ne permettent pas de valider H2 et H3, car ils ne permettent pas de conclure qu'il existe des associations significatives entre, d'une part, le seuil de risque sociodémographique et, d'autre part, la probabilité de rencontrer des problèmes en ligne ainsi que d'en subir les conséquences financières. Autrement dit, on ne peut pas démontrer que les jeunes les plus vulnérables sont plus (ou moins) susceptibles de rencontrer des problèmes et, le cas échéant, de connaître des dommages financiers plus importants.

Tableau 6. Inégalités selon le seuil de risque sociodémographique

Variables	Échantillon total	Seuil de risque sociodémographique		p-valeur	p-valeur ajustée
		Jeunes les moins vulnérables (≤ 4 risques)	Jeunes les plus vulnérables (≥ 5 risques)		
<i>PEN (H1)</i>					
Vente	27,7 %	34,0 %	7,7 %	< ,001	< ,001
Emprunt	4,2 %	4,8 %	2,2 %	,377	,530
Investissements	4,7 %	6,2 %	0,0 %	,009	,025
Recherche emploi	44,5 %	43,3 %	48,4 %	,397	,530
Recherche d'infos sur produits/services	83,6 %	85,6 %	77,2 %	,058	,117
e-banking	84,0 %	90,7 %	62,6 %	< ,001	< ,001
<i>Moyens de paiement</i>					
Carte de crédit/débit	85,7 %	88,8 %	74,0 %	,001	,004
Compte à prépaiement	22,1 %	23,1 %	18,1 %	,357	,530
Virement électronique	55,4 %	60,3 %	37,0 %	< ,001	,001
Application sur téléphone intelligent	23,1 %	26,0 %	12,3 %	,014	,032
Hors Internet (comptant, bulletin de versement)	34,0 %	33,2 %	37,0 %	,545	,623
Achat	85,6%	90,0%	71,4%	< ,001	< ,001
<i>Problèmes rencontrés en ligne (H2)</i>					
Problèmes lors d'achats en ligne	14,9 %	15,5 %	12,3 %	,495	,609
Fraude à la carte de crédit/débit	3,9 %	3,8 %	4,3 %	,763	,813
Usurpation d'identité	4,2 %	4,1 %	4,3 %	> ,999	> ,999
<i>Conséquences financières (H3)</i>					
Pertes financières résultant de problèmes de sécurité	3,3 %	2,3 %	8,3 %	,096	,170

6. Discussion et conclusion

Notre étude nuance le lien entre le cumul des risques et la fracture numérique. Nos résultats confirment en partie la menace d'un deuxième et troisième degré de fracture numérique pour les jeunes les plus vulnérables qui représentent un jeune sur quatre dans notre échantillon. Conformément à notre première hypothèse (H1), les jeunes cumulant davantage de risques sont plus susceptibles d'être exclus (ou de s'auto-exclure) de la plupart des PEN, en particulier de consommation et de gestion en ligne. La situation est toutefois plus nuancée en ce qui concerne la recherche de gain. Si on relève des associations statistiquement significatives entre le risque sociodémographique et le fait d'investir ou de vendre des objets sur Internet, ce n'est pas le cas pour les emprunts et la recherche d'emploi. Ce résultat est soutenu par l'analyse plus détaillée du seuil de risque où l'on n'observe également pas de liens avec ces deux activités. En d'autres termes, on ne peut pas affirmer que les plus vulnérables des jeunes vont plus ou moins en ligne que les autres pour contracter un prêt ou chercher un emploi, ce qui nuance le risque d'un deuxième et troisième degré de fracture numérique. Il se pourrait ainsi que l'usage des outils numériques puisse représenter une opportunité autant pour les plus vulnérables que les autres en ce qui concerne l'accès à de potentielles ressources financières. Comme l'a démontré Lazarus (2009), passer par une banque pour contracter un prêt s'apparente parfois pour les plus précaires à une épreuve d'évaluation et de jugement que le recours à Internet permet d'éviter. Dans le même sens, Internet offre l'opportunité d'élargir ses recherches d'emploi et ainsi d'accroître son employabilité (Kuhn et Mansour, 2014), ce qui peut être particulièrement attractif pour les plus vulnérables, d'autant plus que nombre de recrutements se font désormais en ligne (JobCloud, 2021). De futures recherches sont toutefois nécessaires pour mieux saisir le type d'opportunités économiques dont les jeunes les plus vulnérables se saisissent.

Contrairement à notre seconde hypothèse (H2), nos résultats ne démontrent pas de liens statistiquement significatifs entre le fait de cumuler les risques et de rencontrer des problèmes en ligne. Nous faisons le même constat en ce qui concerne les conséquences financières de ces problèmes (H3). Ce résultat est confirmé par notre analyse du groupe des jeunes les plus vulnérables, les liens entre le seuil de risque et les problèmes rencontrés ainsi que les conséquences financières n'étant pas significatifs. En ce sens, nos résultats nuancent la menace d'une fracture numérique pour les jeunes qui cumulent les désavantages en montrant que la situation n'est pas homogène selon le type de pratiques économiques et de problèmes que l'on étudie. Comment dès lors comprendre ces résultats?

Le moindre recours des jeunes les plus vulnérables aux outils numériques pour leurs activités économiques peut être expliqué par différentes raisons comme le fait que l'offre de services ou de produits en ligne n'est pas adaptée à leurs besoins réels (Ben Youssef, 2004). Par ailleurs, nos résultats reflètent probablement aussi les conséquences d'un processus de socialisation économique qui diffère selon les caractéristiques individuelles et du ménage (Gudmunson, Ray et Xiao, 2016). Les jeunes les plus vulnérables n'ont pas accès aux mêmes modalités d'apprentissage que les

autres (Henchoz, 2016; LeBaron et Kelley, 2020; Luhr, 2018), ce qui peut expliquer les différences en matière d'activités économiques effectuées en ligne. De futures recherches sont toutefois nécessaires pour examiner si les modalités d'apprentissage des SFN varient selon le profil démographique et socioéconomique et si cela peut expliquer la plus grande exclusion des plus vulnérables.

Les plus précaires privilégient l'argent matériel considéré comme plus facile à maîtriser que l'argent immatériel (Kamleitner, Hornung et Kirchler, 2011; Weber, 2009). Dans notre étude, cela se concrétise par le recours plus important des plus vulnérables au paiement comptant ou par bulletin de versement. Ces actions peuvent être perçues comme la conséquence d'un non-choix ou d'une forme d'incompétence ou d'ignorance de la part des jeunes concernés. On peut aussi y voir le fruit de stratégies visant à mieux contrôler les finances. De précédentes recherches qualitatives menées en Suisse ont relevé que les jeunes précaires pouvaient très bien mobiliser Internet pour rechercher des gains financiers (par la vente de biens ou les jeux d'argent en ligne, par exemple) tout en préférant retirer leur argent du système bancaire au début du mois, car ils estimaient pouvoir mieux le gérer dans sa forme matérielle (Henchoz, 2016). Nous ne sommes toutefois pas en mesure de confirmer que ce que nous observons est bien le fruit de stratégies et de la mobilisation de compétences financières numériques particulières. Cependant, on peut faire l'hypothèse que la dématérialisation de l'argent conduit à développer l'autocontrôle financier (Haesler, 1995), et ce même parmi les plus vulnérables. Cela pourrait expliquer les différentes pratiques que l'on observe et l'absence de liens entre le risque sociodémographique, les problèmes en ligne et les pertes financières lorsque des problèmes de sécurité surviennent. En ce sens, on peut même y voir la potentielle mise en œuvre de certaines compétences financières numériques comme la capacité à prendre des décisions appropriées à sa situation financière et à détecter et éviter les problèmes en ligne (Lyons et Kass-Hanna, 2021). Si l'on extrapole à partir de nos résultats, il se pourrait que les jeunes les plus vulnérables soient tout à fait capables de prendre les décisions appropriées et de se protéger puisqu'ils ne semblent pas plus victimes de problèmes et de pertes financières que les autres.

Ces résultats remettent en question l'implicite inhérent à la notion de fracture numérique, à savoir qu'il serait nécessaire que tout le monde utilise l'ensemble des services, notamment financiers, proposés en ligne. Certes, ne pas y recourir peut faire perdre des opportunités financières aux jeunes, mais c'est peut-être aussi un moyen pour eux de se préserver de certains dangers. En ce sens, si un large accès à l'ensemble des SFN est valorisé, il serait nécessaire de mettre en place des conditions pour que les personnes les plus vulnérables puissent le faire tout en gardant un contrôle étroit sur leurs finances. Le maintien de services financiers physiques, bon marché et accessibles, comme les paiements au guichet gratuits, est une piste, ces différents services faisant partie du dispositif auquel recourent les plus vulnérables pour préserver leur santé financière.

Enfin, nos résultats nous amènent à revenir de manière plus critique sur la méthodologie mobilisée. L'absence de lien entre l'IRSC et les problèmes rencontrés pourrait être due à des effets contraires. À titre d'exemple, considérons les deux facteurs de risque : avoir un faible niveau d'éducation et être une femme. En Suisse, les moins formés sont plus susceptibles de subir des pertes financières en cas de problèmes de sécurité (Eurostat, 2022b) alors qu'on observe l'inverse en ce qui concerne les jeunes femmes. Par conséquent, il se pourrait que lorsqu'on cumule ces deux risques pour créer l'IRSC, le lien entre cet indice et le problème étudié s'annule. Si l'on suit ce raisonnement, l'emploi d'un IRSC ne serait donc pas approprié lorsqu'on souhaite examiner le lien entre le profil sociodémographique et les problèmes rencontrés en ligne. Ce constat fait écho à certains travaux remettant en cause le postulat à la base de l'approche du risque cumulé, à savoir que les niveaux de désavantages ou d'avantages sont additifs (Del Toro et Yoshikawa, 2016). L'approche par les risques cumulés ne permet en effet ni d'intégrer les effets parfois opposés des différentes formes de désavantages (p. ex., Remedios, Chasteen, Rule et Plaks, 2011), ni de tenir compte du poids inégal de facteurs qualitativement différents, ce qui est une limite que l'on retrouve également dans notre recherche. Pour certains (Bilge, 2009; Del Toro et Yoshikawa, 2016), cette approche est une première tentative de mettre en œuvre une perspective intersectionnelle. Il reste encore à intégrer le caractère dynamique de ces risques ainsi que des dimensions qui relèvent de l'expérience vécue par les femmes et les hommes afin de mieux rendre compte des dynamiques sociales multiples et simultanées (Bilge, 2009; Del Toro et Yoshikawa, 2016) qui participent à la configuration des PEN.

Remerciements

Les auteures remercient l'Office fédéral de la statistique de leur avoir permis de réaliser une analyse secondaire des données collectées dans le cadre de l'enquête Omnibus TIC 2019 sur l'utilisation d'Internet (Office fédéral de la statistique, enquête Omnibus TIC 2019 [OMN2019]).

Bibliographie

- Ah Fook, L. et L. McNeill (2020). Click to buy: The impact of retail credit on over-consumption in the online environment. *Sustainability*, 12 (18), 7322. <https://doi.org/10.3390/su12187322>
- Appleyard, K., B. Egeland, B., M. H van Dulmen et L. A. Sroufe (2005). When more is not better: The role of cumulative risk in child behavior outcomes. *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, 46 (3), 235-245. <https://doi.org/10.1111/j.1469-7610.2004.00351.x>
- Baudat, S. et C. Henchoz (2022). Money in one click: Inequalities in digital financial practices and digital Skills among emerging adults in Switzerland. *Journal of Family and Economic Issues*, 44, 602-618 <https://doi.org/10.1007/s10834-022-09854-z>

- Ben Youssef, A. (2004). Les quatre dimensions de la fracture numérique. *Réseaux*, 127-128 (5-6), 181-209. <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2004-5-page-181.htm>
- Berg, L. (2018). Young consumers in the digital era: The selfie effect. *International Journal of Consumer Studies*, 42 (4), 379-388. <https://doi.org/10.1111/ijcs.12431>
- Better Business Bureau (2021). *2021 online purchase scams*. BBB Institute for Marketplace Trust.
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogène*, 225 (1), 70-88. <https://doi.org/10.3917/dio.225.0070>
- Bowen, C. F. (2002). Financial knowledge of teens and their parents. *Agricultural Economics, Sociology and Education*, 13 (2), 93-102.
- Burnes, D., M. DeLiema et L. Langton (2020). Risk and protective factors of identity theft victimization in the United States. *Preventive medicine reports*, 17, 101058. <https://doi.org/10.1016/j.pmedr.2020.101058>
- Calderón Gómez, D. (2019). Technological capital and digital divide among young people: An intersectional approach. *Journal of Youth Studies*, 22(7), 941-958. <https://doi.org/10.1080/13676261.2018.1559283>
- Calderón Gómez, D. (2020). The third digital divide and Bourdieu: Bidirectional conversion of economic, cultural, and social capital to (and from) digital capital among young people in Madrid. *New Media & Society*, 23 (9), 2534-2553. <https://doi.org/10.1177/1461444820933252>
- Danes, S. M. (1994). Parental perceptions of children's financial socialization. *Family Social Science*, 5, 127-149.
- de Bassa Scheresberg, C., A. Hasler et A. Lusardi (2020). *Millennial mobile payment users: A look into their personal finances and financial behavior*. Asian Development Bank Institute, 1074. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/562156/adbi-wp1074.pdf>
- Del Toro, J. et H. Yoshikawa (2016). Invited reflection: Intersectionality in quantitative and qualitative research. *Psychology of Women Quarterly*, 40 (3), 347-350. <https://doi.org/10.1177/0361684316655768>
- Deloitte Central Europe (2020). *Digital Banking Maturity 2020. How banks are responding to digital (r)evolution?* <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/ce/Documents/financial-services/ce-digital-banking-maturity-2020.pdf>
- Dupont, B. (2010). La coévolution du « vol d'identité » et des systèmes de paiement. *Criminologie*, 43(2), 247-268. <https://doi.org/10.7202/1001777ar>
- European Commission (2020). *Survey on "scams and fraud experienced by consumers": Final report*. https://commission.europa.eu/system/files/2020-01/survey_on_scams_and_fraud_experienced_by_consumers_-_final_report.pdf

- Eurostat. (2021). *Internet purchases by individuals (until 2019)* [Base de données]. https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/isoc_ec_ibuy/default/table?lang=en
- Eurostat. (2022a). *Internet purchases - problems encountered (2021 onwards)* [Base de données]. https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ISOC_EC_IPRB21__custom_2152663/default/table?lang=en
- Eurostat. (2022b). *Security related problems experienced when using the internet* [Base de données]. https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/isoc_cisci_pb/default/table?lang=en
- Evans, G. W., D. Li et S. S. Whipple (2013). Cumulative risk and child development. *Psychological Bulletin*, 139 (6), 1342-1396. <https://doi.org/10.1037/a0031808>
- Eynon, R. et A. Geniets (2015). The digital skills paradox: How do digitally excluded youth develop skills to use the internet? *Learning, Media and Technology*, 41 (3), 463-479. <https://doi.org/10.1080/17439884.2014.1002845>
- Gudmunson, C. G. et S. M. Danes (2011). Family financial socialization: Theory and critical review. *Journal of Family and Economic Issues*, 32 (4), 644-667. <https://doi.org/10.1007/s10834-011-9275-y>
- Gudmunson, C. G., S. Ray et J. J. Xiao (2016). Financial socialization. In J. J. Xiao (dir.), *Handbook of consumer finance research* (2^e éd., p. 61-72). Suisse : Springer (Ouvrage original publié en 2008). https://doi.org/10.1007/978-3-319-28887-1_5
- Haesler, A. (1995). *Sociologie de l'argent et postmodernité: Recherche sur les conséquences sociales et culturelles de l'électronisation des flux monétaires*. Librairie Droz.
- Hargittai, E. (2010). Digital natives? Variation in Internet skills and uses among members of the "Net Generation". *Sociological Inquiry*, 80 (1), 92-113. <https://doi.org/10.1111/j.1475-682X.2009.00317.x>
- Hargittai, E. et A. Hinnant (2008). Digital inequality: Differences in young adults' use of the Internet. *Communication Research*, 35 (5), 602-621. <https://doi.org/10.1177/0093650208321782>
- Henchoz, C. (2016). Sociological perspective on financial literacy. A critical examination of three assumptions underlying financial literacy programs. In C. Aprea, E. Wuttke, K. Breuer, N. K. Koh, P. Davies, B. Greimel-Fuhrmann et J. S. Lopus (dir.), *International Handbook of Financial Literacy* (p. 97-112). Singapore : Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-10-0360-8_8
- Henchoz, C. (2020). Les jeunes, l'argent et les usages d'Internet. *REISO, Revue d'information sociale*. <https://www.reiso.org/document/6095>

- Holochwost, S. J., J.-L. Gariépy, C. B. Propper, N. Gardner-Neblett, V. Volpe, E. Neblett et W. R. Mills-Koonce (2016). Sociodemographic risk, parenting, and executive functions in early childhood: The role of ethnicity. *Early Childhood Research Quarterly*, 36, 537-549. <https://doi.org/10.1016/j.ecresq.2016.02.001>
- JobCloud (2021). *Étude sur le marché d'emploi 2021*. <https://www.jobcloud.ch/wp-content/uploads/2021/09/jobcloud-etude-marche-emploi-2021.pdf>
- Kamleitner, B., B. Hornung et E. Kirchler (2011). Over-indebtedness and the interplay of factual and mental money management: An interview study. *New Zealand Economic Papers*, 45 (1-2), 139-160. <https://doi.org/10.1080/00779954.2011.556075>
- Kim, E. et S. Yoon (2021). Social capital, user motivation, and collaborative consumption of online platform services. *Journal of Retailing and Consumer Services*, 62, 102651. <https://doi.org/10.1016/j.jretconser.2021.102651>
- Kuhn, P. et H. Mansour (2014). Is Internet job search still ineffective? *The Economic Journal*, 124 (581), 1213-1233. <https://doi.org/10.1111/ecoj.12119>
- Lazarus, J. (2009). L'épreuve du crédit. *Sociétés contemporaines*, 76 (4), 17-39. <https://doi.org/10.3917/soco.076.0017>
- LeBaron, A. B. et H. H. Kelley (2020). Financial socialization: A decade in review. *Journal of Family and Economic Issues*, 42, 195-206. <https://doi.org/10.1007/s10834-020-09736-2>
- Lee, A. H., S. Kuzava et K. Bernard (2020). Sociodemographic risk and infants' emerging language ability: Examining the indirect effects of maternal sensitivity and nurturance to distress. *Parenting*, 22 (1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/15295192.2020.1748485>
- Lissitsa, S. et O. Kol (2016). Generation X vs. Generation Y – A decade of online shopping. *Journal of Retailing and Consumer Services*, 31, 304-312. <https://doi.org/10.1016/j.jretconser.2016.04.015>
- Luhr, S. (2018). How social class shapes adolescent financial socialization: Understanding differences in the transition to adulthood. *Journal of Family and Economic Issues*, 39 (3), 457-473. <https://doi.org/10.1007/s10834-018-9573-8>
- Lyman, T. et K. Lauer (2015, 10 mars). *What is digital financial inclusion and why does it matter?* <https://www.cgap.org/blog/what-is-digital-financial-inclusion-and-why-does-it-matter>
- Lyons, A. C. et J. Kass-Hanna (2021). A methodological overview to defining and measuring "digital" financial literacy. *Financial Planning Review*, 4 (2). <https://doi.org/10.1002/cfp2.1113>

- Melović, B., D. Šehović, V. Karadžić, M. Dabić et D. Ćirović (2021). Determinants of Millennials' behavior in online shopping – Implications on consumers' satisfaction and e-business development. *Technology in Society*, 65, 101561. <https://doi.org/10.1016/j.techsoc.2021.101561>
- Moore, K. A., S. Vandivere et Z. Redd (2006). A Sociodemographic Risk Index. *Social Indicators Research*, 75 (1), 45-81. <https://doi.org/10.1007/s11205-004-6398-7>
- Morgan, P. J., B. Huang et L. Q. Trinh (2020). *Minding the gaps in digital financial education strategies*. T20 Policy Brief. https://t20saudiarabia.github.io/PolicyBriefs/T20_TF6_PB1.pdf
- Mowbray, J. A. et H. Hall (2020). Using social media during job search: The case of 16-24 year olds in Scotland. *Journal of Information Science*, 47 (5), 535-550. <https://doi.org/10.1177/0165551520927657>
- Office fédéral de la statistique (2019a). *Activités effectuées sur internet à des fins privées* [Base de données]. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/societe-information.assetdetail.11068747.html>
- Office fédéral de la statistique (2019b). *Omnibus 2019 (OMN2019) : Enquête sur l'utilisation d'internet*. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/enquetes/omn2019.html>
- Office fédéral de la statistique (2020). *Enquête sur l'utilisation d'Internet 2019. Les problèmes de sécurité touchent de nombreux internautes en Suisse*. <https://www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/12507592/master>
- Office fédéral de la statistique (2021a). *Enquête sur l'utilisation d'Internet*. <https://www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/16424733/master>
- Office fédéral de la statistique (2021b). *Usages privés d'internet : achats en ligne* [Base de données]. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/societe-information.assetdetail.20144268.html>
- Office fédéral de la statistique. (s. d.a). *Enquêtes Omnibus en cours*. Confédération suisse. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/bases-statistiques/recensement-population/quatre-elements-cles/omnibus.html>
- Office fédéral de la statistique (s. d.b). *Risque de pauvreté*. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-privations/risque-pauvrete.html>
- Organisation de coopération et de développement économiques (2017). *G20/OECD INFE Report. Ensuring financial education and consumer protection for all in the digital age*. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2017/04/ensuring-financial-education-and-consumer-protection-for-all-in-the-digital-age_9f742108/d931693b-en.pdf

- Organisation de coopération et de développement économiques (2020a). *Advancing the digital financial inclusion of youth*. <http://www.oecd.org/daf/fin/financial-education/advancing-the-digital-financial-inclusion-of-youth.htm>
- Organisation de coopération et de développement économiques (2020b). *E-commerce in the times of COVID-19*. https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=137_137212-t0fjgnerdb&title=E-commerce-in-the-time-of-COVID-19
- Organisation de coopération et de développement économiques (2020c). *PISA 2018 Results* (vol. IV). <https://doi.org/10.1787/48ebd1ba-en>
- Ozili, P. K. (2018). Impact of digital finance on financial inclusion and stability. *Borsa Istanbul Review*, 18 (4), 329-340. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.bir.2017.12.003>
- Park, H. et C. M. Joyner Armstrong (2019). Is money the biggest driver? Uncovering motives for engaging in online collaborative consumption retail models for apparel. *Journal of Retailing and Consumer Services*, 51, 42-50. <https://doi.org/10.1016/j.jretconser.2019.05.022>
- R Core Team (2021). *R: A language and environment for statistical computing*. R Foundation for Statistical Computing. <https://www.R-project.org/>
- Remedios, J. D., A. L. Chasteen, N. O. Rule et J. E. Plaks (2011). Impressions at the intersection of ambiguous and obvious social categories: Does gay + Black = likable? *Journal of Experimental Social Psychology*, 47 (6), 1312-1315. <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2011.05.015>
- Scheerder, A., A. van Deursen et J. van Dijk (2017). Determinants of Internet skills, uses and outcomes. A systematic review of the second- and third-level digital divide. *Telematics and Informatics*, 34 (8), 1607-1624. <https://doi.org/10.1016/j.tele.2017.07.007>
- van Deursen, A. J. A. M. et E. J. Helsper (2015). The third-level digital divide: Who benefits most from being online? In L. Robinson, S. R. Cotten et J. Schulz (dir.), *Communication and Information Technologies Annual* (p. 29-52). Bingley: Emerald Group Publishing. <https://doi.org/10.1108/S2050-206020150000010002>
- van Deursen, A. J. A. M. et E. J. Helsper (2017). Collateral benefits of Internet use: Explaining the diverse outcomes of engaging with the Internet. *New Media & Society*, 20 (7), 2333-2351. <https://doi.org/10.1177/1461444817715282>
- van Deursen, A. J. A. M. et J. A. G. M. van Dijk (2014). The digital divide shifts to differences in usage. *New Media & Society*, 16, 507-526. <https://doi.org/10.1177/1461444813487959>
- van Deursen, A. J. A. M. et J. A. G. M. van Dijk (2018). The first-level digital divide shifts from inequalities in physical access to inequalities in material access. *New Media & Society*, 21 (2), 354-375. <https://doi.org/10.1177/1461444818797082>

- Weber, F. (2009). Le calcul économique ordinaire. *In* P. Steiner et F. Vatin (dir.), *Traité de sociologie économique* (p. 399-440). Paris : Presses Universitaires de France.
- Williamson, A. A. et J. A. Mindell (2020). Cumulative socio-demographic risk factors and sleep outcomes in early childhood. *Sleep*, 43 (3). <https://doi.org/10.1093/sleep/zs-z233>
- Wölfle, R. et U. Leimstoll (2020). *Management summary du Commerce Report Suisse 2020. La digitalisation de la distribution aux consommateurs. Une étude qualitative du point de vue des fournisseurs* (12^e éd.). University of Applied Sciences and Arts Northwestern Switzerland (Ouvrage original publié en 2009).
- Yakoboski, P. J., A. Lusardi, et A. Hasler (2018). *Millennial financial literacy and fin-tech use: Who knows what in the digital era*. TIAA Institute. https://gflec.org/wp-content/uploads/2018/09/TIAA-Institute-GFLEC_Millennial-P-Fin-Index_September-2018.pdf
- Zelizer, V. (2005). Culture and consumption. *In* N. J. Smelser et R. Swedberg (dir.), *Handbook of economic sociology* (2^e éd., p. 331-354). Princeton : Princeton University Press (Ouvrage original publié en 1994).